

Chômeurs sous pression

Emploi ▶ Depuis le mois de septembre, l'Office cantonal de l'emploi (OCE) a exigé des personnes au chômage que celles-ci effectuent à nouveau un minimum de 10 recherches d'emploi par mois. Une exigence réduite depuis le mois d'avril en raison de l'épidémie du Covid-19. A cette nouvelle contrainte s'ajoutent des sanctions reçues par les chômeurs pour des recherches insuffisantes au mois de mars. Une situation qui indignait l'Association de défense des chômeurs (ADC).

L'annonce de la nouvelle règle a suscité des craintes chez les personnes au chômage. «C'est absurde de nous demander d'augmenter nos demandes d'emploi, alors que l'économie est sinistrée», s'offusque un ancien fonctionnaire à la recherche de travail. «C'est vraiment compliqué de trouver

un emploi alors que de nombreux secteurs licencient ou optent pour des RHT, déplore-t-il. Cette mesure est contraignante et se place en porte-à-faux avec les dispositifs de soutien que l'Etat met en place pour parer aux dégâts de la crise sanitaire.» Plusieurs chômeurs dénoncent le côté «humiliant» de ces multiples demandes d'emploi qui se révèlent souvent vaines. «Déjà qu'être au chômage est difficile à vivre, la crise sanitaire empire tout», ajoute une autre personne en recherche d'emploi, auparavant réceptionniste.

«Faire des postulations dans des domaines où presque personne n'engage, ça n'a pas de sens!» s'indigne Alexandre Baljovic, coordinateur de l'Association de défense des chômeurs. «Et nous, on passe notre temps à faire opposition aux sanc-

tions de l'OCE, qui consistent en des suspensions du droit à l'indemnité chômage», s'offusque-t-il. Choquée, une jeune chômeuse témoigne avoir reçu la sanction sans préavis: «J'ai toujours suivi ce que me demandait mon conseiller, rapporte-t-elle. Je me sens impuissante et j'ai peur pour l'avenir.»

Contacté, Charles Vinzio, directeur de l'Office régional de placement (ORP), déclare que «sauf cas particulier, le service juridique ne va pas prononcer de sanctions pour les mois de mars et d'avril», précisant qu'une analyse au cas par cas est «nécessaire». Parmi la cinquantaine de personnes concernées par les oppositions formulées par l'ADC, une poignée seulement ont reçu une réponse formelle. Les autres attendent le verdict qui devrait tomber prochainement. **MML**

Les bienfaits des arbres importés

Environnement ▶ Bien contrôlés, les arbres importés ne sont pas une menace pour la biodiversité locale. Au contraire, ils rendent des services à l'environnement, tout comme leurs congénères autochtones. Ce constat émane d'un travail mené par des spécialistes de l'université de Genève (Unige) et des Conservatoire et Jardin botaniques de la Ville de Genève.

Les chercheurs ont étudié les espèces d'arbres isolés ou en alignements présentes sur le territoire urbain et semi-urbain du canton de Genève, forêts exclues. Après quatre ans de travail, 911 espèces différentes ont été répertoriées, a indiqué hier l'Unige. Il ressort que neuf espèces sur dix ont été importées.

L'analyse des services écosystémiques de ces arbres montre qu'ils sont bénéfiques, peu importe leur origine. Seules

trois espèces envahissantes ont été identifiées. Mais elles ne deviennent problématiques qu'en dehors de la ville. Isolées dans l'espace urbain, elles contribuent également au bien-être de la population.

Les arbres réduisent la pollution et le bruit, servent d'abris et de ressources pour d'autres espèces, offrent des îlots de fraîcheur, permettent de lutter contre l'érosion. Côté désavantages, ils peuvent être la source d'allergènes et les essences venues d'ailleurs pourraient peser sur la biodiversité locale.

Les points positifs sont cependant bien plus nombreux que les aspects négatifs, relève l'étude de l'Unige. Même les espèces importées apportent beaucoup de valeurs et devraient être mises en avant dans les démarches environnementales qui visent à améliorer les espaces urbains, estiment les scientifiques. **ATS**

Les soins intensifs des HUG replongent dans un quotidien houleux. Jérôme Pugin, médecin-chef, prépare son service à la deuxième vague. Entretien

«Quels sacrifices tolérerons-nous?»

PROPOS RECUEILLIS PAR
MAUDE JAQUET

Soins intensifs ▶ Nous l'avons rencontré en mars, dans la tempête du premier pic de Covid-19 aux Hôpitaux universitaires genevois (HUG). Sept mois plus tard, Jérôme Pugin tient toujours la barre des soins intensifs. Après une brève accalmie estivale, son service connaît depuis une dizaine de jours une recrudescence de cas Covid graves. Ce lundi, ils sont sept. Mais la vraie vague est attendue pour les semaines à venir. «Je ne veux ni être alarmiste ni jouer la langue de bois. Nous ne pouvons simplement plus dire que tout va bien», prévient Jérôme Pugin.

Quelle est la situation aujourd'hui aux soins aigus?

Jérôme Pugin: Nous sommes déjà dans une situation de surcharge. Sur l'ensemble de l'hôpital, nous sommes passés en moins de dix jours de 30 à 130 patients Covid hospitalisés. Avec 7 patients aux soins intensifs aujourd'hui [lundi], nous avons encore une petite marge. Mais nous savons qu'il y a un délai entre le moment où ils sont hospitalisés et le moment où ils arrivent aux soins aigus.

Quelle est la stratégie actuelle en termes de capacité d'accueil et de personnel?

Nous avons tablé sur un fonctionnement en autonomie, en engageant des soignants supplémentaires. Mais notre personnel est très spécialisé, on ne le trouve pas si facilement sur le marché de l'emploi. Notre réservoir se trouve chez nos collègues anesthésistes. Nous devons maintenant discuter avec les concernés et la direction médicale pour savoir comment re-



Jérôme Pugin: «Je pense sincèrement qu'il n'y a pas mieux qu'un confinement pour couper un pic épidémique.» JPDS

En tant que responsable du service des soins intensifs, vous devez aussi vous assurer que les patients non-Covid reçoivent les soins nécessaires.

C'est une très grosse préoccupation: on doit être dans une distribution de soins égalitaire pour les patients Covid mais aussi pour tous les autres qui nécessitent des soins. Lors de la première vague, nous avons pu compter sur l'hôpital de la Tour qui nous a pris beaucoup de nos

Les HUG vont rester l'hôpital Covid de référence à Genève, mais il va falloir apprendre à gérer une mixité de patients plus importante.

Concrètement, cela veut-il dire que l'on va arriver plus vite à la question «qui doit-on sauver»?

Si l'on se retrouve dans la situation de devoir faire des choix, quels types de sacrifices sommes-nous d'accord de faire et dans quelle mesure cela doit

avoir pu travailler pendant l'été à une coordination nationale des lits. Avant de devoir faire des

«La vitesse de propagation nous laisse très peu de temps pour nous adapter»

Maudie Jaquet

que nous allons probablement devoir prendre.

Comment évaluez-vous le moral de vos collaborateurs?

Je sens mon équipe fatiguée. Pas tant physiquement – on a essayé de les épargner lors de la première vague – mais surtout psychologiquement. Une fatigue liée au travail d'abord: ce qui est en train d'arriver n'est pas drôle, et personne n'a envie d'y retourner, très sincèrement. A cela s'ajoute

proposition de baisse des salaires de 1% de l'Etat n'est vraiment pas arrivée au bon moment. Les soignants n'ont plus l'impression d'être des héros.

On a vu la courbe des cas positifs se traduire progressivement par une augmentation des hospitalisations. Depuis quelques jours, la courbe des patients en soins intensifs suit la même tendance. Le scénario est-il identique à ce printemps?

Il y a des nuances, mais nous n'avons pour autant aucune indication que le virus est moins virulent, ou moins transmissible, et ce doit être bien clair.

En revanche, nous avons appris depuis six mois à prendre ces patients en charge de façon optimale. Les équipes soignantes sont capables de détecter et de soigner, mais aussi parfois de prévenir certaines complications comme des thromboses ou des embolies pulmonaires. Certains traitements que nous connaissons aujourd'hui peuvent éviter aux patients un transfert aux soins intensifs. C'est du moins notre espoir, mais pour l'instant nous ne pouvons pas dire que c'est effectivement le cas.

Quel regard portez-vous sur les mesures prises actuellement?

Les mesures actuelles sont destinées à éviter un nouveau confinement, extrêmement délicat d'un point de vue politique et socio-économique. En revanche, en tant que médecin, je pense sincèrement qu'il n'y a pas mieux qu'un confinement pour couper un pic épidémique. Ce qui ne veut pas dire pour autant que l'on éviterait une nouvelle vague dans quelques mois. Mais ça nous permettrait de gagner du temps, jusqu'à un moment où les vaccins seront efficaces et où l'on aura d'autres